

La contestation sociale ne peut être mise en échec par une stratégie de répression policière

Alors que le mouvement contre la réforme des retraites continue de recueillir le soutien franc et massif de la majorité de la population, **le gouvernement a choisi de durcir le ton. Côté institution, il utilise l'article 49-3, s'asseyant sur le vote des parlementaires. Côté rue, il déploie la force en intensifiant la présence policière** lors des manifestations, barrages filtrants et blocages. Partout en France, les témoignages sont unanimes et expriment depuis quelques jours un usage détourné du maintien de l'ordre et des mises en garde à vue, avec pour objet, une répression policière au service du politique.

Particulièrement à Nantes, l'accumulation des violences est effarante. Le 14 mars, ce sont les étudiantes et étudiants qui ont dénoncé une fouille policière avec violences sexuelles. L'IGPN a été saisie. Le 16 mars, ce sont des milliers de personnes dispersées par les gaz lacrymogènes. Le 18 mars, même le cortège de tête des syndicats a été chargé par la police.

La contestation sociale ne peut être mise en échec par une stratégie de répression policière. L'issue doit être politique. **Il faut que le gouvernement entende la population et retire sa réforme des retraites.** Nous serons aux côtés des manifestantes et manifestants jusqu'au retrait ou l'abrogation.

